

**Union européenne - Brexit -
Conférence de presse de M.
Jean-Marc Ayrault, ministre des
affaires étrangères et du
développement international
(Paris, 29 mars 2017)**

Mesdames, Messieurs,

J'ai tenu à m'exprimer ici dans le salon de l'Horloge du Quai d'Orsay le jour où la Première ministre britannique a adressé officiellement sa notification, par lettre au titre de l'article 50 du traité européen, que le Royaume-Uni souhaitait officiellement quitter l'Union européenne. Évidemment, ce n'est pas une surprise puisque c'était un événement annoncé, mais ce n'est pas pour autant un événement banal.

Comme j'ai eu l'occasion de le dire encore samedi dernier, le Brexit a levé un tabou en quelque sorte, celui de l'irréversibilité de la construction européenne. En même temps, cette lettre arrive quelques jours après le 60e anniversaire du traité de Rome qui a donné lieu à l'adoption d'une déclaration forte des 27 membres de l'Union européenne.

Si cette étape de la notification était attendue. Elle a un avantage. Elle apporte la clarté. D'un côté, la volonté du peuple britannique sera respectée ; de l'autre, il appartient aux 27 membres de l'Union européenne de mettre en oeuvre leur volonté commune de renforcer l'Union européenne, et c'est l'esprit de la déclaration de Rome qui a été adoptée samedi dernier.

Si je le fais ici, du Salon de l'Horloge, c'est parce que je souhaite adresser un message, qui est une conviction. L'intérêt de la France et des Européens est de continuer ensemble ce qu'ils ont construit patiemment. Et cela a commencé ici, dans cette salle, avec la déclaration de Robert Schuman, ministre des affaires étrangères, le 9 mai 1950. C'était cinq ans après la guerre, dans un contexte difficile. Et c'était un message d'abord de réconciliation et une main tendue à l'Allemagne. Cette main a été saisie et a permis cette première étape de la construction européenne qu'a été la Communauté européenne du charbon et de l'acier puis, quelques années plus tard, le traité de Rome qui nous conduit à ce que nous sommes. Cette force, cette union, plus que jamais dans le contexte instable dans lequel nous vivons, doit être réaffirmée avec conviction et avec force.

Et, donc, c'est dans cet esprit que nous allons entreprendre cette nouvelle étape de l'histoire de la construction européenne.

Dans la négociation qui s'ouvre avec le Royaume- Uni, ce qui compte pour la France, c'est l'unité des 27 dans leur détermination à défendre l'intérêt européen dans la négociation à venir.

Cette unité repose sur des principes communs. Nous les avons identifiés.

D'abord, il faut que cette négociation soit ordonnée, méthodique et qu'elle soit conduite par la Commission, avec un négociateur qui a été désigné, Michel Barnier, sur la base des orientations et du mandat qui vont être donnés par le Conseil européen et le Conseil dans quelques semaines.

Et puis, il faut rappeler aussi un principe, c'est le caractère indivisible des quatre libertés qui concernent la circulation des biens, des capitaux, des services et des personnes dans l'Union européenne, dans le cadre du marché unique.

Enfin, c'est le refus d'une Europe à la carte, où il serait possible de prendre et de laisser en fonction de ses préférences ou de ses intérêts. L'Union européenne, c'est un équilibre. C'est un équilibre entre des droits et des obligations. Les uns ne vont pas sans les autres et, j'ai eu plusieurs fois l'occasion de le dire, il n'y aura pas de «cherry picking», il n'y aura pas d'Europe à la carte. Et il faut se tenir à cette ligne de conduite.

Donc, la France aborde cette négociation l'esprit clair et serein.

Ce sera effectivement une négociation difficile, mais il faut l'aborder de façon constructive et respectueuse du Royaume-Uni et ce n'est pas du tout dans notre état d'esprit de vouloir punir un pays qui aurait voté comme il l'entend. Le Royaume-Uni a voté et le Royaume-Uni a décidé de sortir. La lettre de Theresa May est claire. Il faut donc faire en sorte que la négociation se fasse sur la base de la clarté. Ce qui ne veut pas dire que pour beaucoup de questions - je pense à la sécurité -, la coopération avec le Royaume-Uni va cesser. Elle continuera et elle est nécessaire. Mais le Royaume-Uni sait pertinemment que quitter l'Union européenne emporte des conséquences qu'il lui faudra assumer. C'est ce que Theresa May reconnaît elle-même dans la lettre qu'elle a envoyée au président du Conseil européen, Donald Tusk.

C'est donc dans un état d'esprit de responsabilité qu'il sera possible de faire aboutir cette négociation de séparation qui, en vertu de l'article 50, devra être terminée dans les deux ans. Par ailleurs, dans les deux ans, nous aurons un autre rendez-vous qui est celui des prochaines élections au Parlement européen. Il est donc souhaitable que cette négociation ne se prolonge pas.

Après la négociation de séparation, il y aura une autre négociation qui est celle de l'organisation des relations futures entre l'Union européenne des 27 et le Royaume-Uni.

Voilà, Mesdames et Messieurs, le point de vue de la France. Merci./.